



Message 2017-DAEC-159

11 décembre 2017

du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de décret relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement pour le réaménagement de la route cantonale «En Bataille», à Broc

Nous sollicitons l'octroi d'un crédit d'engagement de 5 650 000 francs pour les travaux de réaménagement de la route cantonale «En Bataille» à Broc.

Le présent message accompagnant le projet de décret s'articule comme suit:

1. Situation	1
2. Projet	1
3. Aspects financiers	2
4. Montant du crédit demandé	3
5. Autres aspects	3
6. Conclusion	3

1. Situation

1.1. Limites géographiques du projet

La route cantonale axe 1100 La Tour-de-Trême–Jaunpass est un axe prioritaire du réseau routier cantonal fribourgeois et est classée dans le réseau des routes principales suisses (H189). Elle constitue la principale liaison routière longitudinale du sud-est du canton de Fribourg au sud-ouest du canton de Berne. Elle permet la jonction de la région de Bulle au Jaunpass en passant par Charmey. Le tronçon de 550 m concerné par ce message se situe entre le carrefour de la route cantonale axe 1200 menant à Botterens et le premier virage en épingle à cheveu en direction de Charmey.

Le plan en annexe 1 illustre la localisation du projet situé entièrement sur le territoire de la commune de Broc.

1.2. Objectifs du projet

Sur ce tronçon de route très étroit et avec de faibles distances de visibilité, plusieurs fois par année des blocs de pierre se détachent de la falaise et obstruent la chaussée. Au printemps 2016, un bloc de 6 tonnes est tombé sur la chaussée en ne provoquant heureusement que des dégâts matériels. Les objectifs du projet mené par le SPC sont donc:

- > Sécurisation de la falaise contre les chutes de pierres.
- > Amélioration de la sécurité du trafic par l'adaptation du tracé et la réfection complète de la superstructure de la chaussée.
- > Elargissement de la chaussée afin d'intégrer une bande cyclable sur la voie montante en direction du col du Jaun, élargissement nécessitant la construction d'un mur poids en aval de la route.

2. Projet

2.1. Nouveau tronçon routier

Le nouveau tronçon routier a une longueur d'environ 550 m.

Le profil en travers de la route sera de 2 voies de 3,00 m, 1 bande cyclable de 1,50 m, 1 accotement de 1,20 m formant un piège à blocs et 1 accotement de 1,00 m à 1,20 m, soit une largeur totale de 9,70 à 9,90 m (voir annexe 2).

Le projet prévoit la réfection des canalisations existantes. Les eaux claires du tronçon réaménagé seront déversées dans la Jogne juste avant la sortie du bassin de restitution du Groupe E. En cas d'accident générant une perte d'hydrocarbure des véhicules impliqués, les liquides pollués seront déviés par une nouvelle vanne en direction d'un bassin de rétention répondant aux critères de l'ordonnance fédérale sur les accidents

majeurs (OPAM) qui sera réalisé sur la partie aval, au pied de la culée du pont sur la Jogne.

Le chemin pédestre permettant l'accès aux ruines du château de Montsalvens, situé à l'aval du projet, est maintenu en l'état avec une adaptation par la création d'un escalier pour rejoindre la route cantonale.

Le projet, qui a fait l'objet d'une procédure d'autorisation selon la loi sur les routes, n'est pas assujéti à une procédure d'étude d'impact sur l'environnement (EIE) au sens de l'ordonnance fédérale y relative.

2.2. Etat des procédures d'autorisation et adjudication des travaux

Le projet a été développé par le Groupement d'ingénieurs MF Géoconsult et MGI Partenaires et mis à l'enquête publique dans la Feuille officielle n° 48 du 2 décembre 2016.

Durant le délai imparti, aucune opposition n'a été déposée. Le 14 septembre 2017, la Direction de l'aménagement, de l'environnement et des constructions (DAEC) a approuvé les plans du projet.

Après un appel d'offres en entreprise totale publié le 4 avril 2017 par procédure ouverte, les entreprises ont déposé leurs offres le 8 septembre 2017. Il est intéressant de noter la dispersion des offres (différence entre l'offre la meilleure marché et la plus chère) de 74,6%, ce qui conforte l'idée de ne présenter une proposition de crédit d'engagement au Grand Conseil que sur la base d'offres rentrées.

2.3. Calendrier et gestion du trafic

En l'état d'avancement du projet, sous réserve de l'octroi du crédit d'engagement par le Grand Conseil, il est prévu un démarrage des travaux pour le début mars 2018. Les travaux se concentreront en premier sur l'excavation et la protection de la falaise et se poursuivront par la construction des murs à l'aval. La suite des travaux routiers est planifiée en 2019 avec une fin prévisible en juillet 2019.

Le trafic routier sera maintenu durant les différentes phases de chantier avec une circulation alternée, réglée par feux de signalisation, avec des temps d'attente de l'ordre de 3 minutes. Les transports publics seront munis de dispositifs leur permettant de réduire leur temps d'attente.

2.4. Analyse des risques

L'analyse des risques a mis en évidence les risques résiduels suivants:

- > présence de failles non décelées dans la falaise

- > les possibles accidents pendant le chantier, notamment lors de l'excavation de la falaise, pouvant perturber le trafic
- > la découverte d'un terrain pollué inconnu
- > la présence de conduites industrielles inconnues ou non reportées correctement sur les plans à disposition.

La combinaison de tous ces éléments conjuguée avec le fait que les travaux seront réalisés en entreprise totale justifie la considération d'une réserve de 10% sur l'ensemble des prestations prévues.

3. Aspects financiers

3.1. Coûts

	Fr.	Fr.
Montant total des études et des travaux HT	4 770 000	
Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) 7,7%	367 290	
Réserve pour divers et imprévus 10%	513 729	
Montant à la charge de l'Etat, tout compris TTC		5 651 019
Montant arrondi		5 650 000

Tous les coûts sont à la charge de l'Etat.

La principale partie des coûts est basée sur le montant de l'offre la plus réaliste que les entreprises de construction ont déposée en septembre 2017 après un appel d'offres en entreprise totale selon la procédure ouverte des marchés publics. Un degré d'incertitude (voir analyse de risque au chapitre 2.3) de 10% demeure toutefois pour l'ensemble des travaux.

Le taux de TVA sera de 7,7% et ne devrait pas varier d'ici la fin des travaux.

3.2. Variations économiques

Les variations économiques (indexation et renchérissement) peuvent avoir une influence sur le montant final des travaux. Le décret intègre ces variations.

3.3. Financement

La route étant une route principale suisse, à l'instar des travaux de réaménagement de la traversée de Jaun (voir chapitre 2 du message n° 56 du 23 avril 2013 du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de décret relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement additionnel pour les études et les travaux de la traversée de Jaun), les investissements sont prélevés sur le fonds cantonal des routes principales suisses en région de montagne et régions périphériques sises sur le territoire fribourgeois (fonds RPS), par le biais de leurs amortissements (voir annexe 3).

4. Montant du crédit demandé

Le crédit d'engagement demandé par le présent décret est de 5 650 000 francs.

Tous les marchés découlant du présent crédit ont été et seront passés dans le respect du cadre légal des marchés publics et selon les règles de compétences financières de l'Etat, dans le cadre des budgets d'investissement annuels impartis.

5. Autres aspects

Le décret proposé n'a pas d'influence sur l'effectif du personnel de l'Etat et n'est pas concerné par les questions d'euro-compatibilité.

Compte tenu du montant de la dépense, le projet de décret doit, conformément à l'article 141 al. 2 de la loi du 6 septembre 2006 sur le Grand Conseil (montant plus élevé que $\frac{1}{8}$ % des dépenses de l'Etat, soit 4 605 684 francs), être adopté à la majorité des membres du Grand Conseil (majorité qualifiée de 56 voix) et non à la majorité des membres présents (art. 140 de la même loi).

Compte tenu du montant de la dépense (plus petit que $\frac{1}{4}$ % des dépenses de l'Etat 9 211 369 francs), le projet de décret n'est pas soumis au referendum financier facultatif.

6. Conclusion

Nous vous invitons à accepter le présent décret dont le financement est assuré par le fonds RPS prévu à cet effet.

Annexes

- 1. Plan de situation du projet
- 2. Profils types
- 3. Évolution du fonds RPS



Botschaft 2017-DAEC-159

11. Dezember 2017

des Staatsrats an den Grossen Rat zum Dekretsentwurf über einen Verpflichtungskredit für den Ausbau der Kantonsstrasse «En Bataille» in Broc

Wir ersuchen um einen Verpflichtungskredit von 5 650 000 Franken für den Ausbau der Kantonsstrasse «En Bataille» in Broc.

Die Botschaft ist wie folgt gegliedert:

1. Situation	4
2. Projekt	4
3. Finanzielle Folgen	5
4. Höhe des beantragten Kredits	6
5. Weitere Aspekte	6
6. Schlussfolgerung	6

1. Situation

1.1. Geografisches Umfeld des Projekts

Die Kantonsstrasse Achse 1100 La Tour-de-Trême–Jaunpass ist eine Hauptstrasse des Freiburger Kantonsstrassennetzes und gehört zu den schweizerischen Hauptstrassen (H189). Sie ist die wichtigste Süd-Ost-Strassenverbindung des Kantons Freiburg und ist südwestlich vom Kanton Bern gelegen. Sie verbindet die Region von Bulle mit dem Jaunpass und führt dabei über Charmey. Der von der vorliegenden Botschaft betroffene, 550 m lange Abschnitt befindet sich zwischen der Kreuzung mit der Kantonsstrasse Achse 1200 nach Botterens und der ersten Haarnadelkurve Richtung Charmey.

Aus Anhang 1 sind die Situation und der Perimeter des Projekts ersichtlich, das sich vollständig auf dem Gebiet der Gemeinde Broc befindet.

1.2. Ziele des Projekts

Auf diesem sehr engen Strassenabschnitt mit geringen Sichtweiten lösen sich jeweils mehrmals im Jahr Steine aus der Felswand und blockieren die Strasse. Im Frühjahr 2016 fiel ein 6 t schwerer Block auf die Fahrbahn. Glücklicherweise hatte dies lediglich Sachschäden zur Folge. Aufgrund dieser Ausgangslage arbeitete das Tiefbauamt (TBA) ein Projekt mit folgenden Zielen aus:

- > Hangsicherung für den Steinschlagschutz;
- > Erhöhung der Verkehrssicherheit dank einer Anpassung des Trassees und der Komplettanierung des Fahrbahnoberbaus;
- > Verbreiterung der Fahrbahn zur Einrichtung eines Radstreifens auf der Seite der steigenden Spur in Richtung Jaunpass, wofür auf der Talseite der Strasse eine Schwergewichtsmauer gebaut werden muss.

2. Projekt

2.1. Neuer Strassenabschnitt

Der neue Strassenabschnitt hat eine Länge von rund 550 m.

Der Strassenquerschnitt setzt sich zusammen aus 2 je 3,00 m breiten Fahrspuren, 1 Radstreifen von 1,50 m Breite, 1 Bankett von 1,20 m Breite, das als Steinschlagschutz dient, sowie 1 Bankett von 1,00 m bis 1,20 m Breite, was eine Gesamtbreite von 9,70 m bis 9,90 m ergibt (siehe Anhang 2).

Im Rahmen des Projekts sollen zudem bestehende Kanalisationen saniert werden: Das Reinabwasser des ausgebauten Strassenabschnitts wird unmittelbar oberhalb der Einleitung der Groupe E in den Jaunbach eingeleitet. Falls infolge eines Unfalls Öl aus einem Fahrzeug ausläuft, wird das verschmutzte Abwasser dank eines neuen Schiebers in ein Rückhaltebecken umgeleitet, das die Vorgaben der Bun-

desverordnung über den Schutz vor Störfällen (StFV) erfüllt und talseitig am Fuss des Widerlagers der Brücke über den Jaunbach gebaut werden wird.

Der Fussweg, der zur Ruine von Montsalvens führt und sich unterhalb des Projekts befindet, wird mit Ausnahme einer neuen Treppe, die den Weg mit der Kantonsstrasse verbindet, in seiner derzeitigen Form beibehalten.

Für das Projekt, das Gegenstand eines Bewilligungsverfahrens nach Strassengesetzgebung war, war keine Umweltverträglichkeitsprüfung (UVP) gemäss der gleichnamigen Bundesverordnung nötig.

2.2. Stand der Genehmigungs- und Vergabeverfahren

Das von der Ingenieurgemeinschaft MF Géoconsult und MGI Partenaires ausgearbeitete Projekt wurde im Amtsblatt Nr. 48 vom 2. Dezember 2016 öffentlich aufgelegt.

Es wurde keine Einsprache innerhalb der gesetzlichen Frist eingereicht. So genehmigte die Raumplanungs-, Umwelt- und Baudirektion am 14. September 2017 die Pläne des Projekts.

Im Rahmen der Ausschreibung für einen Totalunternehmer im offenen Verfahren, die am 4. April 2017 begann, haben die Unternehmen am 8. September 2017 ihre Offerten eingereicht. Die Preisspanne der Offerten (Unterschied zwischen der billigsten und der teuersten Offerte) betrug 74,6%; dies bestätigt, dass es sinnvoll ist, Anträge an den Grossen Rat für einen Verpflichtungskredit erst dann einzureichen, wenn die Offerten eingegangen sind und analysiert werden konnten.

2.3. Zeitplan und Verkehrsmanagement

Nach heutigem Stand und sofern der Grosse Rat das Dekret für den Verpflichtungskredit beschliesst, sollen die Bauarbeiten Anfang März 2018 beginnen. Zuerst werden Abbauarbeiten und die Hangsicherung anstehen, gefolgt vom Bau der talseitigen Mauer. Die weiteren Strassenarbeiten werden 2019 folgen und dürften im Juli 2019 abgeschlossen sein.

Die Strassenachse wird über die gesamte Dauer der Bauarbeiten für den Verkehr offen bleiben, wobei sie zeitweise nur wechselseitig befahrbar sein wird; der Verkehr wird dabei durch eine Lichtsignalanlage (mit einer rund dreiminütigen Wartezeit) gelenkt werden. Die öffentlichen Busse werden die Wartezeit mit einer entsprechenden Einrichtung verkürzen können.

2.4. Risikoanalyse

Die Risikoanalyse förderte folgende Restrisiken zutage:

- > noch nicht entdeckte Brüche in der Felswand;
- > Unfälle während den Bauarbeiten, namentlich bei den Abbauarbeiten im Felsen, die zu einer Verkehrshinderung führen können;
- > Vorhandensein eines noch nicht bekannten belasteten Grundstücks;
- > Vorhandensein von Industrieleitungen, die nicht bekannt oder auf den Plänen nicht richtig aufgeführt sind.

Zusammen mit der Tatsache, dass die Arbeiten in Totalunternehmensform verwirklicht werden, rechtfertigen die oben genannten Elemente in ihrer Summe die Anrechnung einer Reserve von 10% auf die Gesamtheit der geplanten Leistungen.

3. Finanzielle Folgen

3.1. Kosten

	Fr.	Fr.
Gesamtbetrag für Studien und Arbeiten exkl. MWST	4 770 000	
Mehrwertsteuer (MWST), 7,7%	367 290	
Verschiedenes und Unvorhergesehenes, 10%	513 729	
Betrag zulasten des Staats Freiburg inkl. MWST		5 651 019
Gerundeter Betrag		5 650 000

Die Kosten gehen vollständig zulasten des Staats.

Die Kosten wurden nach der Analyse der Offerten, die im September 2017 nach der Ausschreibung für einen Totalunternehmer im offenen Verfahren eingereicht worden waren, und mehrheitlich auf der Grundlage der realistischsten Offerte ermittelt. Für die Arbeiten bleibt insgesamt dennoch ein Unsicherheitsgrad von 10% (siehe Risikoanalyse in Ziffer 2.3).

Der MWST-Satz wird bei 7,7% liegen und dürfte sich bis zum Ende der Arbeiten nicht verändern.

3.2. Preisänderungen

Preisänderungen (Indexierung und Teuerung) können einen Einfluss auf die Endkosten des Projekts haben. Das Dekret sieht eine entsprechende Anpassung des Kredits vor.

3.3. Finanzierung

Weil die Strasse zu den schweizerischen Hauptstrassen gehört, werden die Investitionskosten wie für die Ausbauarbeiten für die Ortsdurchfahrt von Jaun (siehe Punkt 2 der

Botschaft Nr. 56 vom 23. April 2013 des Staatsrat an den Grossen Rat zum Dekretsentswurf über einen zusätzlichen Verpflichtungskredit zur Finanzierung der Studien und Bauarbeiten für die Ortsdurchfahrt von Jaun) über die Abschreibungen vom Fonds für die schweizerischen Hauptstrassen in Berggebieten und Randregionen im Kanton Freiburg (SHS-Fonds) abgebucht (siehe Anhang 3).

4. Höhe des beantragten Kredits

Mit diesem Dekret wird ein Verpflichtungskredit von 5 650 000 Franken beantragt.

Die Studien und Landerwerbe wurden gemäss Gesetzgebung des öffentlichen Beschaffungswesens ausgeschrieben und im Rahmen der jährlichen Investitionsbudgets von der Behörde des Staats, die aufgrund der Höhe des betroffenen Betrags zuständig ist, vergeben.

5. Weitere Aspekte

Das Dekret hat keinen Einfluss auf den Personalbestand des Staates und ist nicht von Fragen der Eurokompatibilität betroffen.

Aufgrund der Höhe der Ausgaben (mehr als $\frac{1}{8}$ % der Gesamtausgaben der letzten vom Grossen Rat genehmigten Staatsrechnung oder 4 605 684 Franken) ist für dieses Dekret laut Artikel 141 Abs. 2 des Grossratsgesetzes vom 6. September 2006 (GRG) das qualifizierte Mehr erforderlich. Es muss mit anderen Worten von der Mehrheit der Mitglieder des Grossen Rates (56 Mitglieder, siehe Art. 140 GRG) und nicht bloss von der Mehrheit der abgegebenen Stimmen (einfaches Mehr) angenommen werden.

Dieses Dekret untersteht nicht dem fakultativen Finanzreferendum (weniger als $\frac{1}{4}$ % der Gesamtausgaben der letzten vom Grossen Rat genehmigten Staatsrechnung oder 9 211 369 Franken).

6. Schlussfolgerung

Wir ersuchen Sie, dieses Dekret, dessen Finanzierung über den SHS-Fonds sichergestellt ist, anzunehmen.

Anhänge

1. Situationsplan des Projekts
2. Normalprofile
3. Entwicklung des SHS-Fonds

ETAT DE FRIBOURG
 STAAT FRIEBURG
 Direction de l'aménagement, de l'environnement et des constructions DAEC
 Raumplanung, Umwelt- und Bauverwaltung RUBD
 Service des ponts et chaussées SPC
 Tiefbauamt TBA

Axe 1100: La Tour-de-Trême - Jaunpass PR: 350
 Commune de la Broc
 Protection de la falaise "En Bataille"
 33: Procédure de demande d'autorisation
Construction routière
 Situation projet

Echelle/Massstab: 1:500
 Axe: 1100 0375 à 0425
 Charité: PCAM 10951
 Objet: R
 Numéro: 10'242-33-02-01

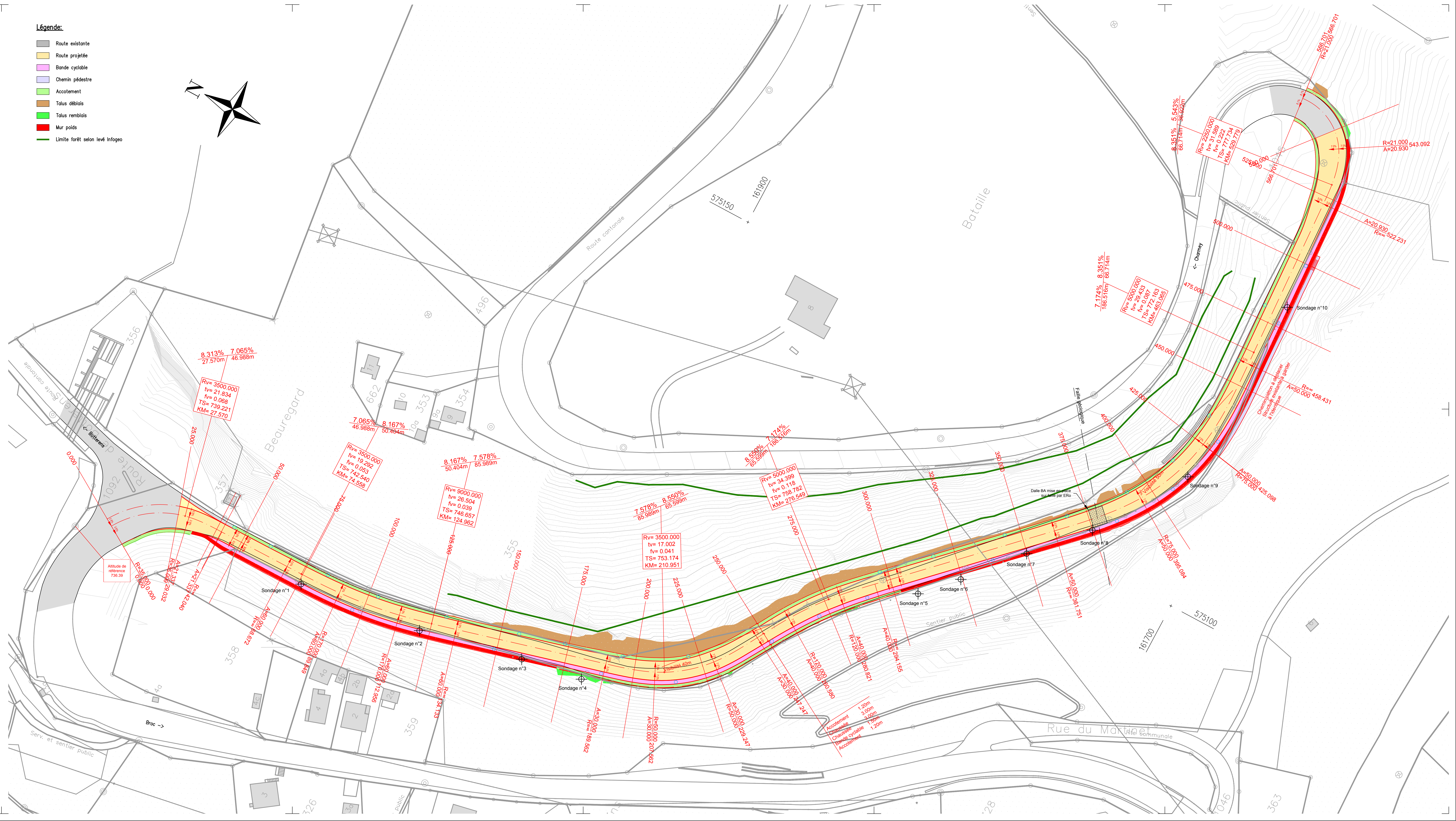
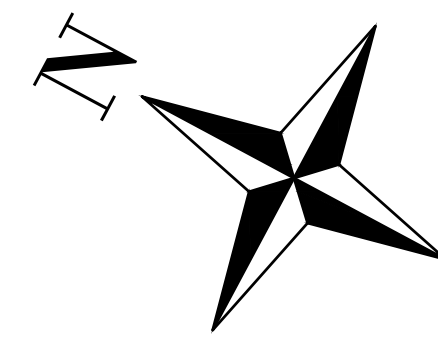
Format: 128.0 x 99.4
 Achse: BP
 Baustelle: C
 Objekt: R
 Nummer:

Association MF-MGI
 MGI-Partenaires Ingénieurs conseils SA
 Rue de Piz de Pion 18-114
 1618 Châtel-St-Denis
 Tél. 021 948 30 30
 Fax. 021 948 30 20
 chotel@mgi-partenaires.ch



Ind.	Date	Sign.	Vis.	Désignation	Bezeichnung
A	11.11.2016	B.B.	.	Original	
B	.	.	.		
C	.	.	.		

M:\10210242_RC\1100_Tour-de-Trême_Jaunpass\6_Plan\6_1_Plan_MGI\6_1_3_Enquete\10242-33-02-01_02_03_sl_pt_rovers_projet.dwg

- Légende:**
- Route existante
 - Route projetée
 - Bande cyclable
 - Chemin pédestre
 - Accotement
 - Talus déblais
 - Talus remblais
 - Mur poids
 - Limite forêt selon levé Infogeo



CHATEL-ST-DENIS, LE L'AUTEUR DE PROJET:
 ADOPTÉ PAR LE SERVICE DES PONTS ET CHAUSSÉES
 FRIBOURG, LE
 L'INGÉNIEUR CANTONAL: SECTION PROJETS ROUTIERS
 Visé
 MISE À L'ENQUÊTE PUBLIQUE DE TRENTE JOURS DANS LA FEUILLE OFFICIELLE
 N° DU
 APPROUVÉ PAR LA DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT,
 DE L'ENVIRONNEMENT ET DES CONSTRUCTIONS
 FRIBOURG, LE: LE CONSEILLER D'ÉTAT, DIRECTEUR:

ETAT DE FRIBOURG STAAT FREIBURG		Direction de l'aménagement, de l'environnement et des constructions DAEC Raumplanung-, Umwelt- und Baudirektion RUBD		Service des ponts et chaussées SPC Taubauamt TBA	
Auteur du projet Projektverfasser		Axe 1100: La Tour-de-Trême - Jaunpass PR: 350 Commune de Broc Protection de la falaise "En Bataille" 33: Procédure de demande d'autorisation Construction routière Profils types			
Association MF Géoconsult MGI Partenaires					
Echelle/Massstab	Axe	PR	Chantier	Objet	Numéro
1:20 / 1:10	1100	0375 à 0425	PCAM 10951	R	10'242-33-02-04
Format : 128.0 x 89.4	Achse	BP	Baustelle	Objekt	Nummer
Association MF-MGI   MGI-Partenaires Ingénieurs conseils SA Rue de l'Industrie 16-14 1418 Châtel-St-Denis Tél. 021 948 30 30 Fax: 021 948 30 20 chotel@mf-partenaires.ch					
Ind.	Date	Sign.	Vis.	Désignation	Bezeichnung
A	11.11.2016	D.B.		Original	
B					
C					

M:\102\10242_RC_1100_Tour-de-Trême_Jaunpass\6_Plan\6_1_Plan_MGI\6_1_3_Enquete\10242-33-02-04_Profil-types.dwg

CHATEL-ST-DEMS, LE _____ L'AUTEUR DE PROJET: _____

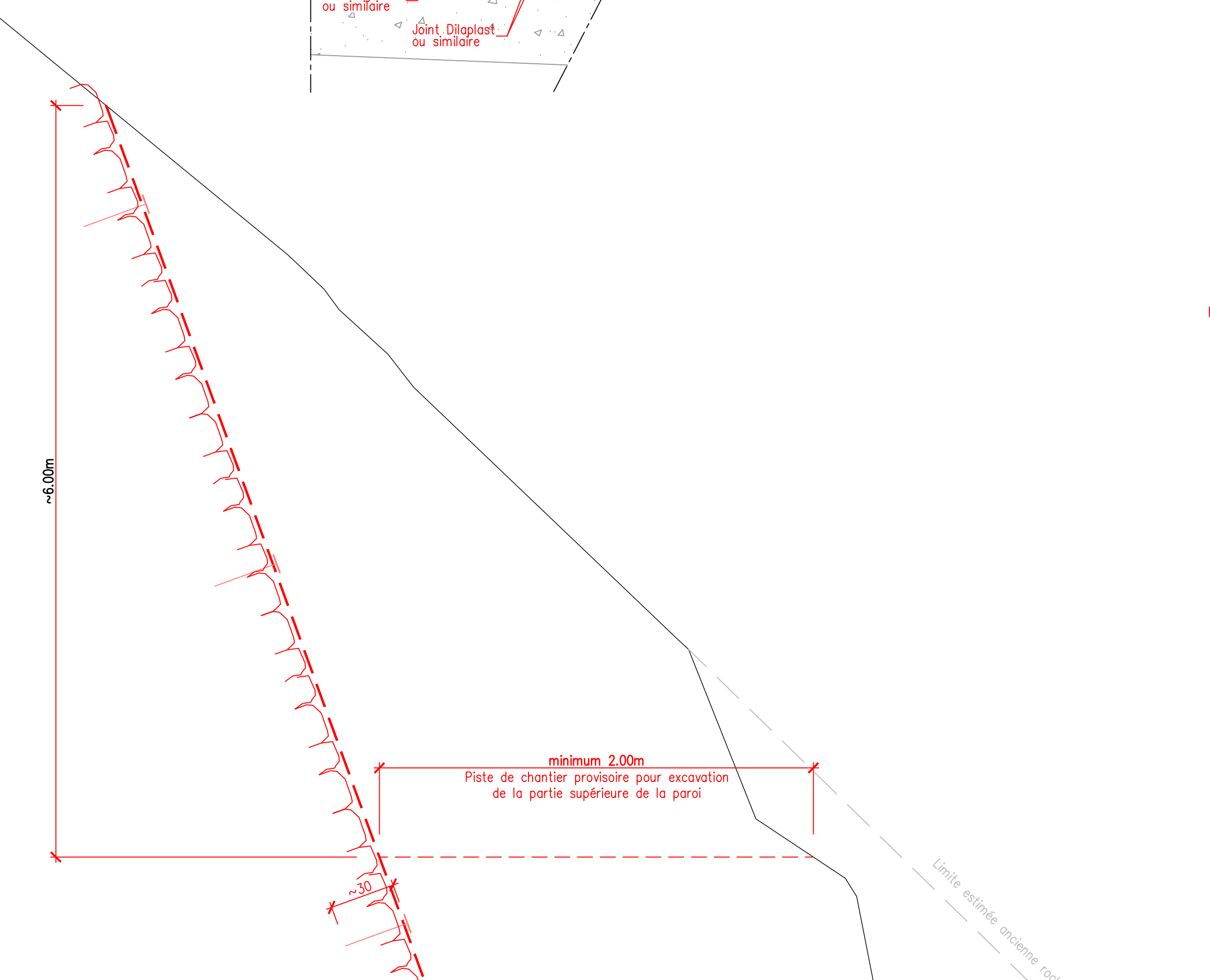
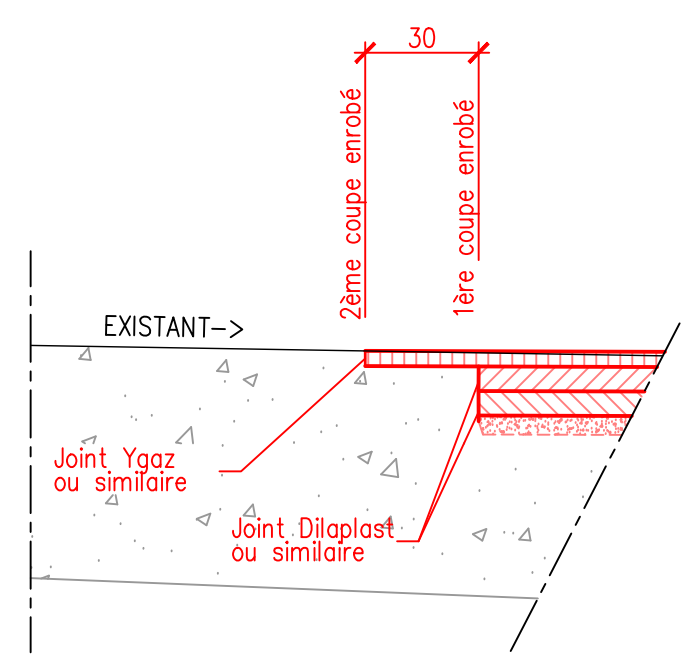
ADOPTÉ PAR LE SERVICE DES PONTS ET CHAUSSÉES
FRIBOURG, LE _____

L'INGÉNIEUR CANTONAL: _____ SECTION PROJETS ROUTIERS
Visé: _____

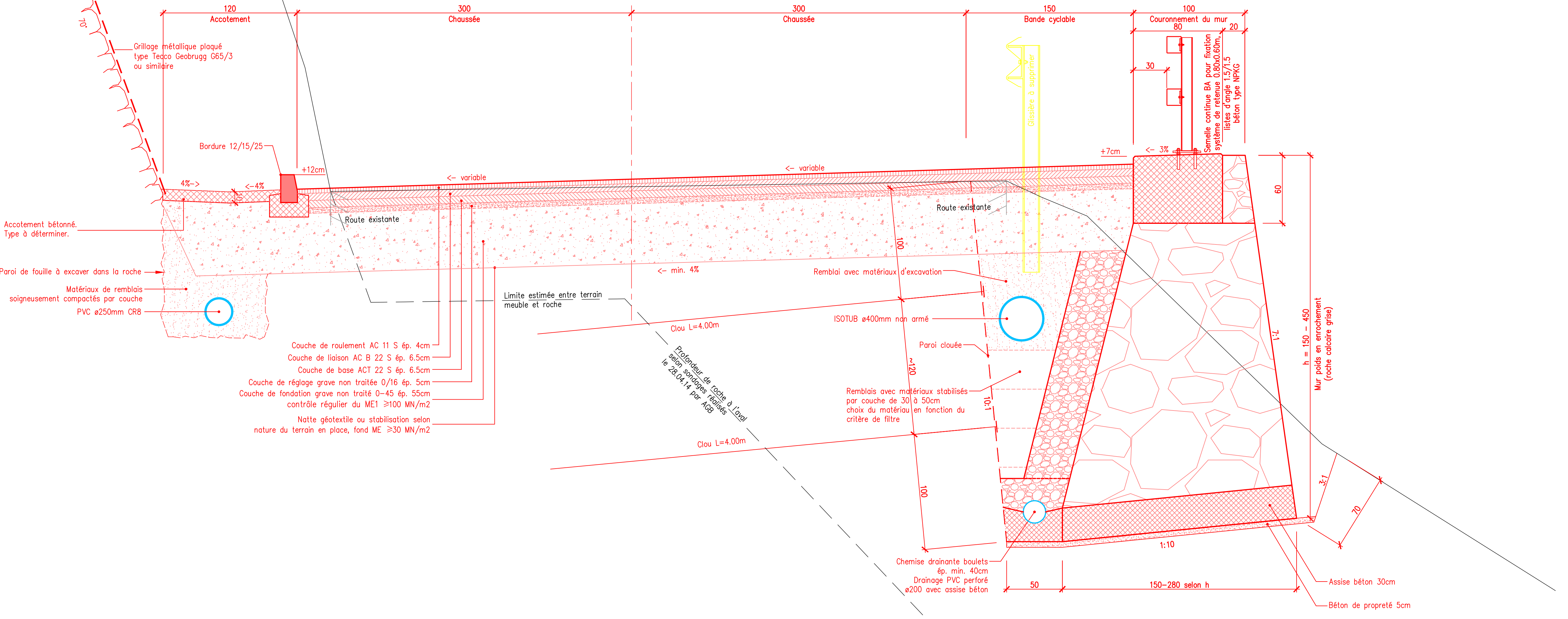
MISE À L'ENQUÊTE PUBLIQUE DE TRENTE JOURS DANS LA FEUILLE OFFICIELLE
N° _____ DU _____

APPROUVÉ PAR LA DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT,
DE L'ENVIRONNEMENT ET DES CONSTRUCTIONS
FRIBOURG, LE _____ LE CONSEILLER D'ETAT, DIRECTEUR: _____

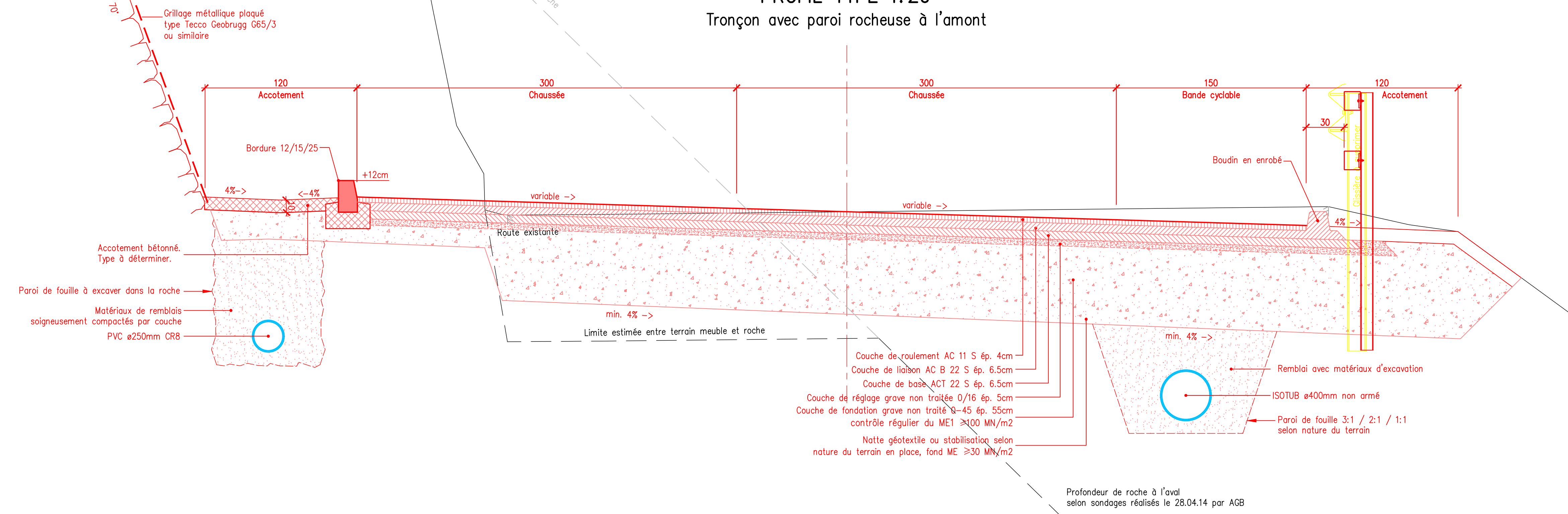
PROFIL TYPE 1:20
-Raccord sur RC existant



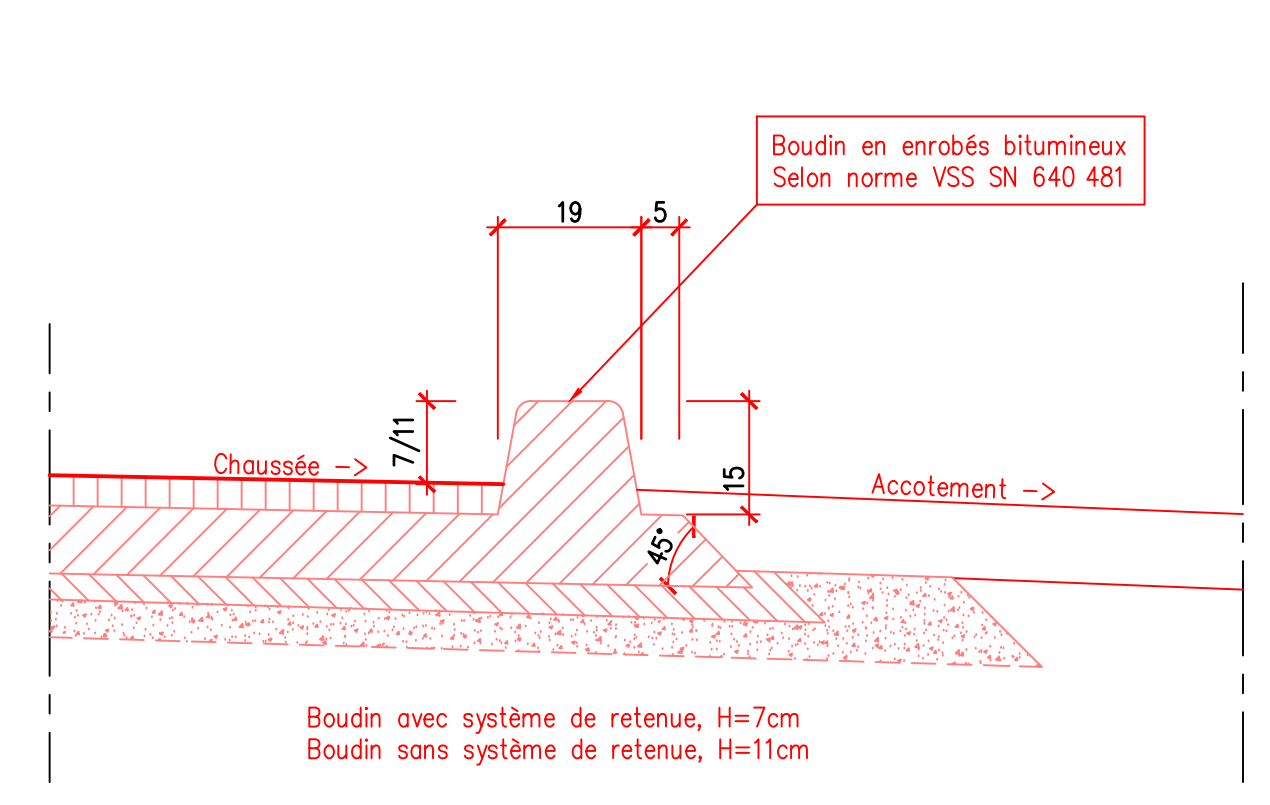
PROFIL TYPE 1:20
Tronçon avec mur poids en enrochement



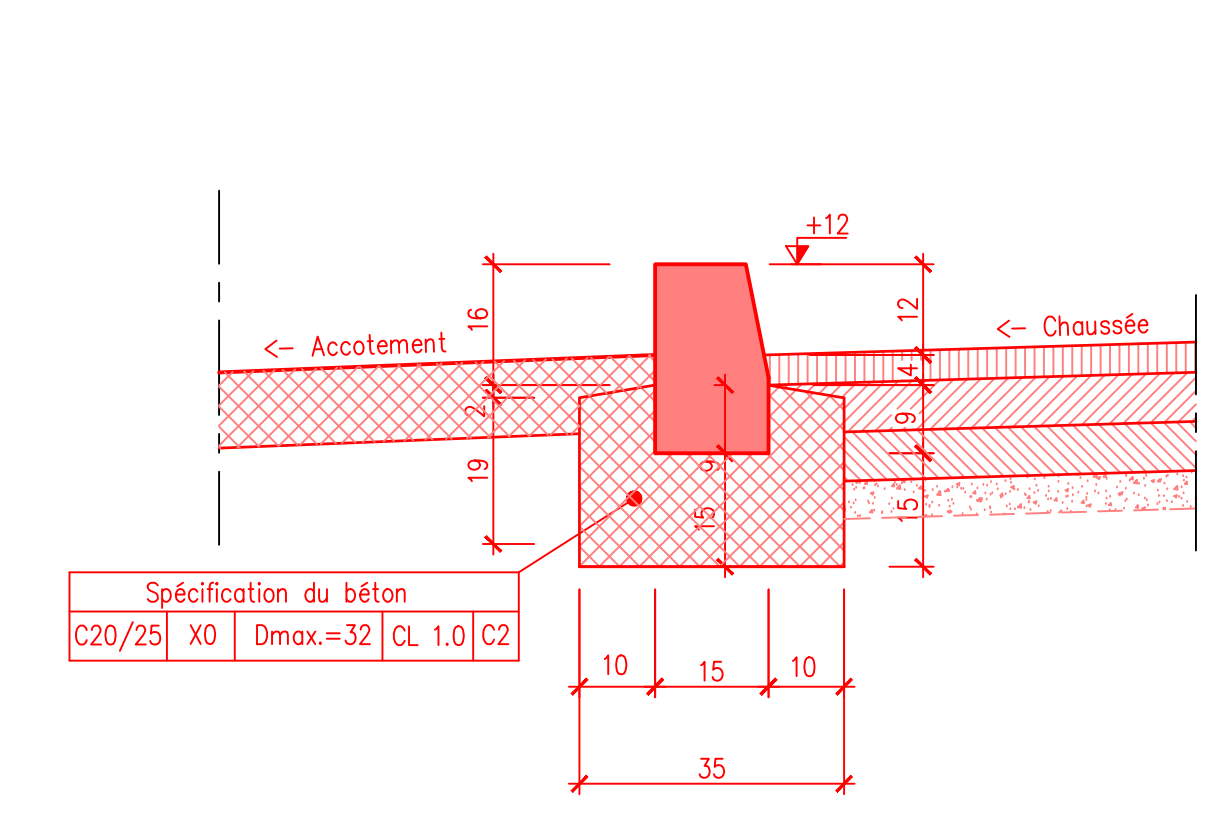
PROFIL TYPE 1:20
Tronçon avec paroi rocheuse à l'amont



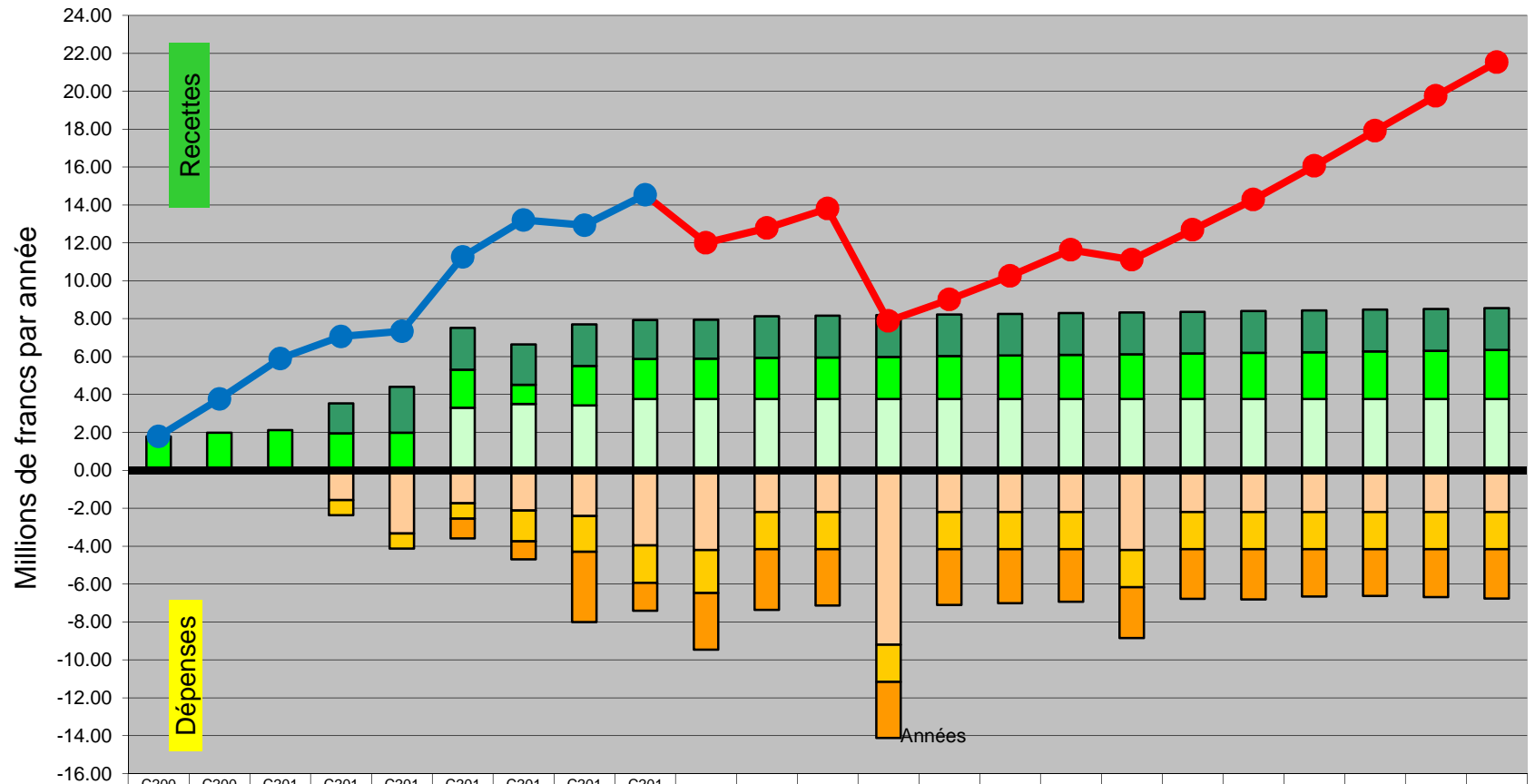
DETAIL BOUDIN EN ENROBE 1:10



BORDURE GRANIT 1:10
12/15/25



Evolution prévisible du fonds cantonal des routes principales suisses en régions de montage et régions périphériques
Fonds RPS



	C2008	C2009	C2010	C2011	C2012	C2013	C2014	C2015	C2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Amortissement des frais de travaux d'aménagement	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	-1.05	-0.95	-3.70	-1.48	-2.99	-3.20	-2.96	-2.95	-2.94	-2.84	-2.76	-2.68	-2.61	-2.65	-2.49	-2.46	-2.52	-2.60
Exploitation + prestations internes SPC	0.00	0.00	0.00	-0.80	-0.79	-0.81	-1.62	-1.89	-1.96	-2.26	-1.96	-1.96	-1.96	-1.96	-1.96	-1.96	-1.96	-1.96	-1.96	-1.96	-1.96	-1.96	-1.96
Entretien constructif y.c. OA	0.00	0.00	0.00	-1.56	-3.33	-1.74	-2.12	-2.41	-3.96	-4.20	-2.20	-2.20	-9.20	-2.20	-2.20	-2.20	-4.20	-2.20	-2.20	-2.20	-2.20	-2.20	-2.20
RPLP (part pour RP de montagne art. 14 LINfr)	0.00	0.00	0.00	1.57	2.43	2.20	2.12	2.20	2.05	2.05	2.20	2.20	2.20	2.20	2.20	2.20	2.20	2.20	2.20	2.20	2.20	2.20	2.20
Fonds d'infrastructure (RP de mont. art. 8 LINfr)	1.79	1.98	2.13	1.96	1.98	2.01	1.02	2.08	2.12	2.14	2.18	2.20	2.24	2.27	2.30	2.34	2.37	2.41	2.44	2.48	2.52	2.56	2.59
Contributions globales RP	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	3.30	3.50	3.43	3.76	3.76	3.76	3.76	3.76	3.76	3.76	3.76	3.76	3.76	3.76	3.76	3.76	3.76	3.76
Solde du fonds cantonal RPS	1.79	3.77	5.90	7.06	7.34	11.26	13.21	12.92	14.54	12.00	12.77	13.81	7.88	9.00	10.26	11.63	11.11	12.69	14.28	16.06	17.91	19.74	21.53

Décret

du

relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement pour le réaménagement de la route cantonale «En Bataille», à Broc

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu les articles 45 et 46 de la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004;

Vu la loi du 15 décembre 1967 sur les routes;

Vu la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat;

Vu le message 2017-DAEC-159 du Conseil d'Etat du 11 décembre 2017;

Sur la proposition de cette autorité,

Décète:

Art. 1

Un crédit d'engagement de 5 650 000 francs est ouvert auprès de l'Administration des finances en vue de l'octroi d'un crédit d'engagement pour le réaménagement de la route cantonale «En Bataille», à Broc.

Art. 2

¹ Les crédits de paiement nécessaires aux études et aux travaux seront portés au budget d'investissement des routes cantonales, sous le centre de charges PCAM, et utilisés conformément aux dispositions de la loi sur les finances de l'Etat.

² Les disponibilités financières de l'Etat sont réservées.

Dekret

vom

über einen Verpflichtungskredit für den Ausbau der Kantonsstrasse «En Bataille» in Broc

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf die Artikel 45 und 46 der Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004;

gestützt auf das Strassengesetz vom 15. Dezember 1967;

gestützt auf das Gesetz vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates;

nach Einsicht in die Botschaft 2017-DAEC-159 des Staatsrats vom 11. Dezember 2017;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

Art. 1

Für den Ausbau der Kantonsstrasse «En Bataille» in Broc wird bei der Finanzverwaltung ein Verpflichtungskredit von 5 650 000 Franken eröffnet.

Art. 2

¹ Die Zahlungskredite für die Studien und Bauarbeiten werden unter der Kostenstelle PCAM in den Investitionsvoranschlag für das Kantonsstrassennetz aufgenommen und gemäss dem Gesetz über den Finanzhaushalt des Staates verwendet.

² Die verfügbaren Mittel des Staates bleiben vorbehalten.

Art. 3

Le montant du crédit d'engagement sera majoré ou réduit en fonction des augmentations ou des diminutions officielles des prix survenues entre la date de l'offre et celle de l'exécution des travaux.

Art. 4

Les dépenses relatives aux travaux prévus seront activées au bilan de l'Etat, puis amorties conformément à l'article 27 de la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat.

Art. 5

Le présent décret n'est pas soumis au referendum financier.

Art. 3

Der Verpflichtungskredit wird erhöht oder herabgesetzt entsprechend den offiziellen Preiserhöhungen oder -senkungen, die zwischen der Einreichung der Offerte und der Ausführung der Arbeiten eintreten.

Art. 4

Die Ausgaben für die Arbeiten werden in der Staatsbilanz aktiviert und nach Artikel 27 des Gesetzes vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates abgeschrieben.

Art. 5

Dieses Dekret untersteht nicht dem Finanzreferendum.